

MARCHE DE TRAVAUX

Procédure adaptée en application du Code de la commande publique

**ECOQUARTIER DE LA CASERNE DE LORETTE
REHABILITATION DU TIERS LIEU**

**Règlement de consultation
(RC)**

Date et heure limites de réception des plis

Le lundi 19 octobre 2026 à 12 h 00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.2 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
1.3 - TYPE DE PROCEDURE	4
1.4 - FORME DU MARCHE	5
1.5 - DUREE DU MARCHE	5
1.6 - DELAIS D'EXECUTION	5
1.7 - INTERVENANTS	5
1.8 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	6
1.9 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS	6
1.10 - VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	7
1.11 - NOMENCLATURE	8
1.12 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	9
1.13 - VISITE	9
ARTICLE 2 - DOSSIER DE CONSULTATION	9
2.1 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	9
2.2 - MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR VOIE ELECTRONIQUE	10
ARTICLE 3 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	10
3.1 - PIECES DE LA CANDIDATURE	10
3.1 - PIECES DE L'OFFRE	11
ARTICLE 4 - SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	12
4.1 - SELECTION DES CANDIDATURES	12
4.2 - JUGEMENT DES OFFRES	12
4.3 - NEGOCIATIONS	16
4.4 - ATTRIBUTION DU MARCHE	17
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS	17
5.1 - TRANSMISSION ELECTRONIQUE	18
5.2 - SIGNATURE ELECTRONIQUE	19
5.3 - COPIE DE SAUVEGARDE	19
ARTICLE 6 - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE LA CONSULTATION	20
ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	20
7.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	20
7.2 - PROCEDURES DE RECOURS	21

Synthèse de la consultation

- **Date limite de réception des offres :** voir page de garde
- **Adresse du profil acheteur :** <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>
- **Signature électronique requise (RGS 2 étoiles)**
- **Allotissement**
 - ✓ Lot 1 : Démolition
 - ✓ Lot 2 : Gros-œuvre
 - ✓ Lot 3 : Menuiserie
 - ✓ Lot 4 : Faux-plafond
 - ✓ Lot 5 : Plâtrerie
 - ✓ Lot 6 : Carrelage - Faïence
 - ✓ Lot 7 : Metallerie - Serrurerie
 - ✓ Lot 8 : Peinture
 - ✓ Lot 9 : Plomberie, Chauffage, Ventilation
 - ✓ Lot 10 : Electricité CFO / CFA
- **Variantes / Prestations Supplémentaires Eventuelles**
 - Lot n° 5 « Plâtrerie » : 3 variantes et 1 prestation supplémentaire éventuelle
 - Lot n° 10 « Electricité CFO /CFA » : 2 prestations supplémentaires éventuelles
- **Visite obligatoire**
- **Critères de sélection :** voir détails dans le RC
- **Pas de remise d'échantillons**
- **Deux dossiers numériques distincts demandés :**
 -  Candidature
 -  Offre

Contexte

Dans le cadre de l'aménagement de l'écoquartier de la Caserne de Lorette, l'ancien mess des officiers de la gendarmerie (bâtiment patrimonial) doit être réhabilité en Tiers-Lieu destiné pour être un lieu d'accueil et de rassemblement.

Le bâtiment est sur trois niveaux, un sous-sol, un rez de chaussée et un étage.

Le tiers-lieu accueillera une salle de restaurant et/ou polyvalente avec concert/théâtre, un espace jeune, une salle d'activité et des bureaux partagés.

Article 1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne les travaux nécessaires à la réhabilitation intérieure des trois niveaux (sous-sol, rez-de-chaussée et étage), de l'ancien bâtiment du mess des officiers de la gendarmerie (bâtiment patrimonial) en un tiers-lieu.

1.2 - Décomposition de la consultation

1.2.1 - Allotissement

La consultation est traitée en marchés séparés, allotis comme suit :

Numéro du lot	Intitulé du lot
1	Démolition / Curage
2	Gros-œuvre
3	Menuiserie intérieure
4	Faux-plafonds
5	Plâtrerie
6	Carrelage – Faïence
7	Métallerie – Serrurerie
8	Peinture
9	Plomberie, Chauffage, ventilation
10	Electricité CFO / CFA

Le candidat pourra soumissionner pour un ou plusieurs lots.

1.2.2 - Tranches

Le marché ne prévoit pas de décomposition en tranches.

1.3 - Type de procédure

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée ouverte conformément au Code de la commande publique.

1.4 - Forme du marché

Le marché objet de la consultation est conclu sous la forme d'un marché ordinaire traité à prix global et forfaitaire.

1.5 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée comprise entre la date de réception de la notification du marché par le titulaire et s'étend jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement ou jusqu'à la levée de la dernière réserve si elle est postérieure au délai de garantie de parfait achèvement.

1.6 - Délais d'exécution

Le délai global d'exécution des travaux, tous corps d'état confondus, est fixé à 31 semaines, hors délai de préparation. Pour chacun des lots, la période de préparation est fixée à 1 (un) mois. La date de notification vaudra ordre de service de démarrage de la période de préparation.

Le délai propre à chaque lot s'insère dans ce délai global et est détaillé dans le calendrier prévisionnel de chantier relatif à l'opération.

Pour chaque lot, la date de démarrage de l'exécution des travaux sera fixée par ordre de service.

Pour chaque lot, la période de préparation devrait commencer en décembre 2026.

La date de démarrage des travaux souhaitée est fixée au mois de janvier 2027.

1.7 - Intervenants

1.7.1 - Maîtrise d'ouvrage

La Maîtrise d'ouvrage est assurée par la Direction de l'Urbanisme de la Ville de SAINT-MALO représentée par son Maire ou le Représentant de l'Acheteur.

1.7.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la Direction du Patrimoine de la Ville de SAINT-MALO.

1.7.3 - Contrôle technique

La mission de contrôle technique est assurée par le Bureau SOCOTEC situé 12 rue du Docteur Jean Thiboumery, Ty Malwin, ZAC des Fougerais à Saint-Malo.

Le contrôleur technique est chargé des missions suivantes :

- L > relative à la stabilité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociable.
- LE > relative à la solidité des existants
- SEI > solidité des ouvrages, sécurité des personnes ds la construction
- Hand > relative à l'accessibilité PMR
- Viel > Vérification initiale des installations électriques
- Attestation HAND > Quitus de la mise en accessibilité du bâtiment
- Attestation THERMIQUE > Quitus de la conformité avec la réglementation thermique RT 2012

1.7.4 - Etudes thermiques

La mission est assurée par la société

TSP Thermique et Ingenierie
20 allée de la Plance Fagline
Z.A. de la Teillais
35740 PACÉ

1.7.5 - Etudes structure

La mission est assurée par la société

TCE Ingenierie
2c Allée Jacques Frimot
35 000 Rennes

1.7.6 - Sécurité et Protection de la Santé

La Coordination Sécurité et Protection de la Santé pour cette opération est de niveau 3.

Elle est assurée par la société

ATAE
12 avenue Jules Verne
44230 Saint-Sébastien / Loire

Monsieur THOMIN sera le coordinateur sécurité.

1.8 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

En cas de négociations, le délai de validité des offres est prolongé de **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres après négociation.

1.9 - Conditions de participation des candidats

1.9.1 - Interdictions de soumissionner

Ne peuvent participer à cette procédure, directement ou indirectement, les personnes ayant pris part à l'organisation et au déroulement de la procédure, les membres de leur famille (descendants, ascendants et leurs collatéraux), leurs préposés, leurs associés groupés ou ayant des intérêts professionnels communs dès lors qu'ils disposent d'informations non susceptibles d'être communiquées aux autres candidats.

En vertu du principe de la liberté d'accès à la commande publique, tout opérateur économique peut se porter candidat à l'attribution du présent marché et cela en dépit du fait que le candidat ait été précédemment chargé d'une mission de recherche, d'expérimentation, d'étude ou de développement portant sur la prestation objet du marché pour sa réalisation.

De plus, le pouvoir adjudicateur veillera à ce que l'ensemble des candidats disposent du même niveau d'information.

1.9.2 - Forme du groupement

Le pouvoir adjudicateur n'impose aucune forme de groupement au stade du dépôt de l'offre.

Néanmoins, en application de l'article R2142-24 du Code de la commande publique, il est précisé qu'en cas de groupement, pour assurer la bonne exécution du marché et en raison de la nature des missions confiées, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un de groupement conjoint avec mandataire solidaire. Les opérateurs sont autorisés à se porter candidats sous la forme qu'ils souhaitent, toutefois, le groupement attributaire du marché se verra contraint d'assurer sa transformation en groupement conjoint avec mandataire solidaire pour se conformer au choix du pouvoir adjudicateur.

1.10 - Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

1.10.1 - Variantes à l'initiative du soumissionnaire

Les variantes au sens des articles R2151-8 et R2151-10 à R2151-11 du Code de la Commande Publique ne sont pas autorisées.

1.10.2 - Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur

Le dossier de consultation comporte des variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

La réponse à l'offre de base est obligatoire.

La réponse aux variantes est obligatoire.

En cas de non remise d'une variante exigée, l'offre sera déclarée irrégulière et sera rejetée dans sa globalité : ni l'offre de base, ni les offres Variantes ne seront analysées, elles seront éliminées.

Chaque solution « variante » doit :

- Respecter les exigences minimales des hypothèses définies dans la solution de base,
- Respecter les caractéristiques techniques minimales de la solution de base.

Le candidat doit fournir tous les éléments techniques attestant des performances des matériaux proposés.

Pour chaque variante, il présente un dossier intitulé « Variante » comprenant :

- Un acte d'engagement « variante » ;
- Un mémoire technique « variante » ;
- Une DPGF « variante » ;

Dans le cas où le candidat propose une variante fondée sur une norme étrangère dans les conditions prévues au décret n°2009-697 du 16 juin 2009, il fournit en langue française, tous les documents permettant d'apprécier l'équivalence avec la norme européenne homologuée correspondante.

POUR LE LOT N° 5 « Plâtrerie »

Le dossier de consultation comporte des trois (3) variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur pour ce lot.

Le candidat répond à l'offre de base et aux 3 variantes portant uniquement sur les matériaux suivants :

Variante 1 :	Fibres coton, lin, jute (Knauf ou équivalent)
Variante 2 :	Fibres de bois (Pavatex ou équivalent)
Variante 3 :	Chanvre, coton, lin (Biofib ou équivalent)

1.10.1 - Prestations supplémentaires éventuelles

Le pouvoir adjudicateur demande aux candidats de proposer dans leur offre de façon **obligatoire**, des prestations supplémentaires (PSE) qu'il se réserve le droit de commander ou non lors de la signature du contrat. Le candidat précise les éléments techniques et financiers liés à la mise en œuvre de cette demande dans les pièces de son offre.

POUR LE LOT N° 5 « Plâtrerie »

PSE 1 :	Plafond acoustique pour la salle du restaurant
---------	--

POUR LE LOT N° 10 « Electricité CFO /CFA »

PSE 1 :	Câblage sonorisation
PSE 2 :	Fourniture et pose des luminaires

Le CCTP précise le détail technique des PSE.

L'Acheteur se réserve le droit de commander ou pas ces PSE lors de la signature du marché.

1.11 - Nomenclature

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), par lot sont :

Numéro du lot	Intitulé du lot	Classification principale
1	Démolition - Curage	4511100-9 - Travaux de démolition
2	Gros-œuvre	45223220-4 - Travaux de gros-œuvre
3	Menuiserie intérieure	45421000 - Travaux de menuiserie
4	Faux-plafonds	45421146-9 - Faux plafond
5	Plâtrerie	45410000 6 Travaux de plâtrerie
6	Carrelage - Faïence	45431100-8 - Carrelage de sol 45431200-9 - Carrelage mural
7	Métallerie- Serrurerie	45223110 - Installation de structures métalliques 44316500 - Serrurerie
8	Peinture	45442100-8 - Peinture
9	Plomberie, Chauffage, ventilation	45330000-9 - Plomberie 45331000 - Travaux de chauffage, de ventilation et de climatisation
10	Electricité CFO / CFA	45311200-2 - Electricité

Le numéro de nomenclature d'achats du pouvoir adjudicateur est T « Travaux ».

1.12 - Conditions particulières d'exécution

La présente consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article L2112-2 du Code de la commande publique.

1.13 - Visite

Une visite du site est **obligatoire**.

Deux créneaux de visite sont proposés :

- le vendredi 2 octobre 2026 à 14 h 00
- le vendredi 9 octobre 2026 à 14 h 00

Les candidats sont invités à s'inscrire aux créneaux de visite à l'adresse ddp@saintmalo.fr.

Dans leur mail de demande d'inscription, les candidats indiqueront :

- le créneau de visite auquel ils souhaitent participer ;
- le nom du représentant qui sera présent à la visite.

Le lieu de rendez-vous se situe à l'entrée principale de l'écoquartier, Boulevard de la Rance à Saint-Malo.

Cette visite a pour but de permettre aux candidats de prendre connaissance de l'ensemble du site, des éventuelles contraintes existantes et d'anticiper les moyens à mettre en oeuvre pour l'exécution des prestations.

Les candidats sont informés des modalités de visite suivantes :

- les échanges entre les représentants des candidats et représentant de l'acheteur seront limités à la seule prise de connaissance du site, et aucune question ne sera autorisée pendant la visite,
- les éventuelles questions que la visite pourrait susciter et les réponses qui seront apportées par la collectivité suivront la procédure prévue à l'article 8 du présent règlement de la consultation, à savoir poser les questions via la plateforme dématérialisée.

A l'issue de la visite, une attestation sera remise à chacun des candidats par le représentant de l'acheteur. **Elle est obligatoirement transmise par le candidat dans son offre.**

Article 2 - Dossier de consultation

2.1 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE), un par lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le Plan Général de Coordination (*) ;

- Le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) ;
- Le cadre de réponse du mémoire technique ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), une par lot ;
- Le formulaire DC1 et sa notice ;
- Le formulaire DC2 et sa notice ;
- Le formulaire DC4 et sa notice ;
- Les plans de l'état existant et du futur projet ;
- Le planning prévisionnel d'exécution des prestations ;
-

(*) Le Plan Général de Coordination n'étant pas disponible au moment du lancement de la consultation, celui-ci sera mis à disposition des candidats sur la plateforme.

Attention :

Certains documents sont disponibles en version Word ou Excel afin de permettre aux candidats de remplir ces documents de manière informatique. Cependant, le contenu initial et le cadre de ces documents ne peuvent en aucun cas être modifiés car cela entrainera l'irrégularité de l'offre présentée.

2.2 - Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément aux articles R2132-1 à R2132-3 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met le dossier de consultation à disposition des candidats gratuitement et par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>

Article 3 - Présentation des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres des candidats sont entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si elles sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans la candidature et l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes.

3.1 - Pièces de la candidature

Le dossier complet à produire par chaque candidat contiendra les éléments indiqués ci-dessous :

Libellés	Signature
La lettre de candidature (DC1) par laquelle le candidat atteste sur l'honneur qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique	NON
Pour les entreprises soumises à l'obligation d'établir un plan de vigilance , le candidat fournit une attestation sur l'honneur ad hoc en complément de sa lettre de candidature. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exclure un candidat au motif de l'interdiction de soumissionner en l'absence de fourniture d'une telle attestation si celui-ci est assujéti à cette obligation.	
Le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles ou formulaire DC2 complété	NON

Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME) en lieu et place des formulaires DC1 et DC2.

*Le DUME est un formulaire standard de l'Union Européenne qui peut être utilisé pour répondre à des consultations en France et à l'étranger. Le DUME est un document réutilisable créé une seule fois mais à mettre à jour suivant l'évolution des données (financières, techniques, administratives...) du candidat, quel que soit le profil d'acheteur sur lequel il a été créé, ce qui permet de ne pas avoir à le renseigner en totalité à chaque nouvelle consultation. Pour renseigner votre DUME, il vous suffit de vous rendre sur la plateforme et de **choisir le DUME** comme modalité de réponse.*

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le soumissionnaire qui, pour une raison justifiée (soumissionnaire étranger, société en formation, ou toute autre raison justifiée), ne serait pas en mesure de fournir les justifications demandées au titre de ses capacités techniques, financières et professionnelles est admis à présenter tout document similaire ou équivalent à ceux demandés et à prouver sa capacité par tout moyen approprié.

*

Les candidatures conformes et recevables sont examinées à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation visant à évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

La recevabilité de la candidature est analysée pour chaque entreprise que le groupement soit conjoint ou solidaire. En cas de groupement, l'appréciation des capacités financière, professionnelle et technique est globale.

*

Avant de procéder à l'examen des candidatures et en vertu de l'article R2144-2 du Code de la commande publique, s'il est constaté que des pièces sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à **tous les candidats concernés** de produire ou compléter ces pièces dans un délai de **5 jours ouvrés**. En l'absence de réception des documents dans le délai imparti, le candidat n'est pas admis à participer à la suite de la procédure.

3.1 - Pièces de l'offre

La signature électronique est requise lors du dépôt de l'offre.
Pensez à vous munir d'un certificat électronique.
Plus d'informations sur <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>

Le candidat doit produire, en langue française, un dossier complet comprenant les pièces désignées ci-après.

Libellés	Signature
L'acte d'engagement complété et <u>signé électroniquement</u> , <u>UN PAR LOT</u>	OUI
Le cadre de réponse du mémoire technique complété et permettant d'apprécier la valeur technique et la démarche environnementale de l'offre	NON
La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) complétée.	NON
Le planning détaillé des tâches	NON
L'attestation de visite	NON
Les fiches techniques correspondant aux matériaux utilisés,aux produits proposés par le candidat	NON

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer la nature et le montant des prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

*

Conformément aux articles R2152-1 et R2152-2 du Code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'autoriser **tous les candidats concernés** à régulariser les offres irrégulières dans un délai **approprié**, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cela n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Article 4 - Sélection des candidatures et des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres sont effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

4.1 - Sélection des candidatures

Les critères relatifs à la sélection des candidatures sont les garanties professionnelles, techniques et financières.

4.2 - Jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en application des critères pondérés définis ci-après.

LOTS N° 1

Critère	Nombre de points
1. Valeur économique	50
2. Valeur technique	15
3. Démarche environnementale	20
4. Délais	15

LOTS N° 2, 3, 4, 5, 6,7,8, 9

Critère	Nombre de points
1. Valeur économique	55
2. Valeur technique	25
3. Démarche environnementale	5
4. Délais	15

LOT N° 10

Critère	Nombre de points
1. Valeur économique	70
2. Valeur technique	15
3. Démarche environnementale	7
4. Planning	8

*

Lorsque certains éléments de l'offre présentent des incohérences ou ambiguïtés, ou sont peu clairs, le pouvoir adjudicateur peut demander à **tous les candidats concernés** de préciser la teneur de leur offre dans un délai de **5 jours ouvrés**. Cependant, les précisions apportées par le candidat ne doivent pas aboutir à la modification de l'offre initiale.

4.2.1 - Notation de la valeur économique

LOT N° 1	La notation de la valeur économique consiste à donner une note entre 0 et 50 points appréciée sur la base du montant indiqué dans l'acte d'engagement. La formule retenue pour le calcul des points est la suivante : $N = (50 \times (\text{offre la plus basse} / \text{offre du candidat}))$
LOTS N° 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9	La notation de la valeur économique consiste à donner une note entre 0 et 55 points appréciée sur la base du montant indiqué dans l'acte d'engagement. La formule retenue pour le calcul des points est la suivante : $N = (55 \times (\text{offre la plus basse} / \text{offre du candidat}))$

**LOT N°
10**

La notation de la valeur économique consiste à donner une note entre 0 et **70** points appréciée sur la base du montant indiqué dans l'acte d'engagement.

La formule retenue pour le calcul des points est la suivante :

$$N = (70 \times (\text{offre la plus basse} / \text{offre du candidat}))$$

En cas de discordance, d'erreurs de multiplication, d'addition ou de report constaté dans la décomposition du prix global et forfaitaire, le montant porté sur l'acte d'engagement prévaudra sur toutes les autres indications de l'offre.

4.2.2 - Notation de la valeur technique

**LOT N°
1**

La notation de la valeur technique consiste à donner une note entre 0 et **15** points répartis comme suit :

- **sous-critère 1 : (10 points)** – Effectifs mobilisés pour et pendant la durée du chantier
- **sous-critère 2 : (5 points)** – Importance et niveau de compétence de l'encadrement

**LOTS N°
2, 3, 4, 5, 6, 7,
8, 9**

La notation de la valeur technique consiste à donner une note entre 0 et **25** points répartis comme suit :

- **sous-critère 1 : (10 points)** – Effectifs mobilisés pour et pendant la durée du chantier
- **sous-critère 2 : (5 points)** – Importance et niveau de compétence de l'encadrement
- **sous-critère 3 : (10 points)** - Fiches techniques des matériaux (*)

(*) Fiches techniques attendues :

Lot 2 - Maçonnerie	plancher, poutrelles, hourdis ; poutrelles du plancher entre l'étage et les combles
Lot 3 - Menuiserie	les portes avec les finitions
Lot 4 – Faux-plafond	présentation de la gamme
Lot 5 - Plâtrerie	dossier technique avec les produits proposés et variantés pour les isolants + le dossier technique et choix des cloisons et plaque de plâtre
Lot 6 - Carrelage et faïence	présentation de la gamme
Lot 7 - Métallerie	présentation des profils destinés à cette construction
Lot 8 - Peinture	présentation des peintures extérieurs et des peintures alimentaires
Lot 9 - Plomberie	présentation de la robinetterie et des accessoires pour accompagner le réemploi des appareils sanitaire

**LOT N°
10**

La notation de la valeur technique consiste à donner une note entre 0 et **15** points répartis comme suit :

- **sous-critère 1 : (10 points)** – Fourniture des fiches techniques des matériaux et matériels en les localisant et en incluant une étude d'éclairage
- **sous-critère 2 : (5 points)** – Moyens humains affectés aux chantiers du lot comprenant qualifications, nombre de compagnons (a minima 2 personnes)

Les offres seront notées comme suit pour chaque sous-critère de 0 à 5 :

0. Absence de réponse
1. Très insatisfaisant
2. Insatisfaisant
3. Perfectible
4. Satisfaisant
5. Très satisfaisant

Chaque sous-critère fait l'objet d'une note entre 0 et 5. Celle-ci est ensuite pondérée à hauteur des points définis pour ce sous-critère selon la formule :

Note obtenue par le candidat x Valeur du sous-critère

5

4.2.3 - Notation de la démarche environnementale

**LOT N°
1**

La notation de la démarche environnementale consiste à donner une note entre 0 et **20 points** sur les moyens mis en œuvre pour limiter les nuisances générées par le chantier : le candidat présente les engagements qu'il se propose de prendre

**LOTS N°
2, 3, 4, 5, 6, 7,
8, 9**

La notation de la valeur environnementale consiste à donner une note entre 0 et **5** points répartis comme suit :

- **sous-critère 1 : (2 points)** - Gestion des déchets et réemploi
Le candidat présente les dispositions mises en œuvre pour le tri, la valorisation et la traçabilité des déchets générés par ses travaux (filières, bordereaux de suivi, taux de valorisation visé), ainsi que les éléments déposés qu'il propose de réemployer in situ ou d'orienter vers des filières de réemploi.
- **sous-critère 2 : (1 point)** - Qualité environnementale des matériaux et produits proposés
Le candidat justifie la performance environnementale et sanitaire des matériaux et produits proposés : FDES, étiquetage des émissions de COV, écolabels ou tout moyen de preuve équivalent.
- **sous-critère 3 : (2 points)** - Organisation environnementale du chantier et engagement de l'entreprise
Le candidat présente les dispositions organisationnelles retenues pour limiter l'impact environnemental du chantier (optimisation des livraisons, consommations d'eau et d'énergie, gestion des eaux de lavage et effluents le cas échéant, sensibilisation du personnel, etc...). Cet engagement peut

	être attesté par une certification (ISO 14001 ou équivalent) ou tout document équivalent permettant de l'apprécier.
LOT N° 10	La notation de la valeur environnemetale consiste à donner une note entre 0 et 7 points répartis comme suit : - sous-critère 1 : (2 points) – Mesures mises en œuvre pour une gestion responsable de la fin d'usage des équipements - sous-critère 2 : (5 points) – Traitement des déchets de chantier, modalités d'enlèvement et gestion des déchets générés pour les travaux

Les offres seront notées comme suit pour chaque sous-critère de 0 à 5 :

0. Eléments d'appréciation absents ou inadaptés au besoin
1. Eléments d'appréciation succincts et peu adaptés au besoin
2. Eléments d'appréciation incomplets sur certains points et moyennement adaptés au besoin
3. Eléments d'appréciation incomplets sur un point et plutôt adaptés au besoin
4. Eléments d'appréciation complets et bien adaptés au besoin
5. Eléments d'appréciation complets, parfaitement adaptés au besoin et apportant une plus-value

Chaque sous-critère fait l'objet d'une note entre 0 et 5. Celle-ci est ensuite pondérée à hauteur des points définis pour ce sous-critère selon la formule :

$$\frac{\text{Note obtenue par le candidat} \times \text{Valeur du sous-critère}}{5}$$

4.2.4 - Notation de la valeur délais

LOTS N° 1 A 9	La notation de la valeur de chacun des délais consiste à donner une note entre 0 et 15 points concernant le délai d'exécution du lot indiqué dans l'acte d'engagement
LOT N° 10	La notation de la valeur de chacun des délais consiste à donner une note entre 0 et 8 points concernant le délai d'exécution du lot indiqué dans l'acte d'engagement.

Les offres seront notées selon la formule suivante :

$$\text{Délai le plus court} / \text{délai du candidat} \times \text{pondération du critère}$$

4.3 - Négociations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à des négociations.

La négociation peut se dérouler à l'écrit, à l'oral sous forme d'audition des candidats ou en visioconférence à l'initiative des services du pouvoir adjudicateur. Les candidats sont informés par courrier des modalités d'organisation de la négociation et des points sur lesquels elle porte par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation.

A l'issue de la négociation, les candidats sont invités à reformuler leurs offres au terme d'un nouveau délai de remise des offres.

Les candidats qui ne souhaitent pas participer aux négociations ou qui ne remettent pas de nouvelles offres sont jugés sur la base de leurs offres initiales et s'engagent néanmoins à prolonger le délai de validité de leur offre initiale du nombre de jours indiqué à l'article « délai de validité des offres » à compter de la date limite de réception des nouvelles offres après négociation.

Le pouvoir adjudicateur peut organiser autant de phases de négociation qu'il juge nécessaire.

4.4 - Attribution du marché

Conformément aux articles R 2143-5 à R 2143-12 du Code de la Commande Publiques, le marché n'est attribué au candidat retenu provisoirement que sous réserve que celui-ci produise **dans un délai de 5 jours ouvrés maximum** à compter de la demande formulée par le pouvoir adjudicateur.

Libellés	Signature	Validité du document
Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévu à l'article L 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (article D 8222-5 du code du travail).	NON	6 mois
Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.	NON	6 mois
L'attestation d'assurance professionnelle ou de responsabilité civile couvrant l'année en cours, ou copie d'attestation conforme à l'original.	NON	En cours de validité

Le candidat situé dans un Etat autre que la France produit un document attestant de la régularité de la situation sociale au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 243-15 du code de la sécurité sociale.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifié conforme à l'original par un traducteur assermenté.

En outre, lorsque le candidat retenu provisoirement n'a pas fourni de **Relevé d'identité bancaire** (RIB), la demande de l'acheteur au stade de l'attribution du marché comprend la demande de RIB.

Article 5 - Conditions d'envoi et de remise des plis

La signature électronique est requise lors du dépôt de l'offre. Il est donc conseillé de se munir de la signature électronique (certificat).

Conformément à l'article R2132-3, la transmission des plis par voie électronique est obligatoire pour cette consultation.

Les plis doivent parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

5.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>. En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Le pli doit contenir deux dossiers numériques distincts comportant respectivement la liste complète des pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fait l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+2:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli est considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Afin de limiter les problèmes techniques lors du dépôt électronique, il convient pour les candidats de respecter les dispositions suivantes :

- Nommer les fichiers par des intitulés les plus courts possible (par ex. pour l'Acte d'Engagement « AE », pour un mémoire technique « MT », pour un fichier de justificatifs de candidature « Doc.Candidature », etc.) ;
- Proscrire dans les intitulés des fichiers : les accents, symboles et caractères spéciaux ;
- Ne pas utiliser les .exe, ni les macros ;
- Privilégier le format .pdf pour les fichiers envoyés et/ou le cas échéant les formats .doc, .xls, .ppt ;
- Respecter les recommandations formulées par la plateforme de dématérialisation des offres lors du processus

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS.

Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Les plis transmis sous cette forme sont horodatés par la plate-forme Mégalis.

Les opérateurs économiques doivent donc prendre toute disposition afin que leurs plis soient réceptionnés (et non envoyés) avant les date et heure limites indiquées en page de garde du présent Cahier des charges. Tout pli qui parviendrait après sera considéré comme hors délai. L'heure limite de dépôt des plis s'entend à l'heure indiquée, zéro minutes, zéro secondes.

5.2 - Signature électronique

L'offre remise par le candidat devra être signée électroniquement dès le dépôt de l'offre.

Le pouvoir adjudicateur invite tout candidat à privilégier le format de signature électronique **PADES** (Format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF), cela afin de faciliter les échanges de fichiers.

L'outil de signature proposé par la plateforme Megalis vous permettra de signer facilement vos documents dans ce format.

5.3 - Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier (Article R2132-11 CCP).

La copie de sauvegarde ne peut être adressée par mail considérant que ce dispositif ne remplit pas les conditions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement le nom du candidat et les mentions suivantes :

**« COPIE DE SAUVEGARDE » « NE PAS OUVRIR »
OFFRE POUR : « Ecoquartier de la Caserne de Lorette
Réhabilitation du mess des officiers en Tiers-lieu »**

En cas d'envoi sur support papier, la copie de sauvegarde sera envoyée à l'adresse suivante :

Mairie de Saint-Malo
Direction de la Commande Publique
Place Chateaubriand
CS 21826
35418 Saint-Malo Cedex

En cas de dépôt sur support papier, la copie de sauvegarde sera déposée à l'adresse suivante :

Mairie de Saint-Malo
Direction de la Commande Publique
Mairie annexe de Saint-Servan
Place Bouvet
35418 Saint-Malo Cedex

Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde :

L'Acheteur ouvre la « copie de sauvegarde » lorsque la candidature ou l'offre électronique :

- Contient un programme informatique malveillant (ou « virus ») ;
- N'a pas pu être ouverte par l'acheteur ;
- Est réceptionnée hors délais, si l'acheteur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est parvenue dans les délais.

Lorsqu'un programme malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

Article 6 - Modifications de détail au dossier de la consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard quatre (4) jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Toutefois, ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Le pouvoir adjudicateur informe tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

L'attention des candidats ayant téléchargé le dossier de consultation des entreprises est attirée sur le fait qu'ils doivent avoir complété le formulaire de demande de renseignements disponible sur la plateforme Mégalis Bretagne pour être informés en cas de modification de la consultation.

Article 7 - Renseignements complémentaires

7.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats doivent faire parvenir au plus tard six (6) jours avant la date limite de réception des offres, leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>

Une réponse est alors adressée dans les quatre (4) jours à compter de la réception de la demande à toutes les entreprises ayant téléchargé après identification le dossier et au plus tard, quatre (4) jours avant la date limite de réception des offres.

Pour information, l'acheteur public en charge de la consultation est Madame Daphnée PRIGENT (dcp@saint-malo.fr ou 02.99.40.71.51).

7.2 - Procédures de recours

7.2.1 - Instance chargée des procédures de recours

Les litiges qui résulteraient de l'application du présent marché peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur Le Maire ou recours contentieux auprès du **Tribunal Administratif de Rennes**. Les correspondances relatives au présent marché sont rédigées en français. En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Tribunal Administratif de Rennes
3 contour de la Motte
CS 44416
35044 RENNES
Tél : 02.23.21.28.28
Télécopie : 02.99.63.56.84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

7.2.2 - Introduction des recours

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R.421-1 à R.421-7 du CJA, dans un délai de 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, dans les 2 mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendu publique.

Fin du RC